



# H. AUDIT

COMMISSARIAT AUX COMPTES  
AUDIT LÉGAL ET CONTRACTUEL



Cré@vallée Nord - 371, boulevard des Saveurs  
CS30001 - 24059 PÉRIGUEUX Cedex  
Tél. : 05 53 08 88 88  
Email : hoche@hoche.com

[www.hoche.com](http://www.hoche.com)

---

***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
Exercice 2024***

**ARAVIC France VICTIMES 19**  
*Exercice clos le 31 Décembre 2024*

*Ce rapport contient 20 pages*

6 rue René Martrenchar  
33150 CENON  
Tél. : 05 57 54 33 70

2 allée Alan Turing  
63170 AUBIERE  
Tél. : 04 73 92 54 47

40, rue Lauriston  
75116 PARIS  
Tél. : 05 53 08 88 88

371 boulevard des Saveurs  
24059 PÉRIGUEUX  
Tél. : 05 53 08 88 88

13 rue de Lourdes  
31300 TOULOUSE  
Tél. : 05 53 08 88 88

H. AUDIT - SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT AUX COMPTES, INSCRITE SUR LA LISTE NATIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RATTACHÉE À LA CRCC DE BORDEAUX  
SAS AU CAPITAL DE 30 000 € - RCS PÉRIGUEUX 489 993 360 - SIRET 439 993 360 00069 - APE 6920Z

BORDEAUX • CLERMONT-FERRAND • PARIS • PÉRIGUEUX • TOULOUSE

## **ARAVIC France VICTIMES 19**

*Siège social : 1 Avenue Léo Lagrange 19100 BRIVE-LA-GAILLARDE*

A l'assemblée générale l'association ARAVIC France Victimes 19,

### **OPINION**

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ARAVIC France VICTIMES 19, relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **FONDEMENT DE L'OPINION**

---

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels» du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> Janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



## **OBSERVATION**

---

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Changement de méthode d'évaluation et de présentation » de l'annexe des comptes annuels concernant la comptabilisation de fonds dédiés.

## **JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

---

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux adhérents de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

## **RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

---

## **RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à PERIGUEUX,  
Le 6 Juin 2025

**Le Commissaire aux comptes**  
**H. AUDIT**



**Catalyne BOUTY**  
Associée

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

Edité le 20/06/2025

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)			
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES:</b>						
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES:</b>						
Autres immobilisations corporelles	77 925	53 054	24 871	4,93	32 324	8,16
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES:</b>						
Autres immobilisations financières	1 400		1 400	0,28	1 400	0,35
<b>TOTAL (I)</b>	<b>79 325</b>	<b>53 054</b>	<b>26 271</b>	<b>5,20</b>	<b>33 724</b>	<b>8,51</b>
<b>STOCKS ET EN COURS:</b>						
Créances usagers et comptes rattachés	167 397		167 397	33,15	75 729	19,11
<b>Autres créances</b>						
. Personnel	329		329	0,07	114	0,03
. Organismes sociaux	920		920	0,18		
. Autres	913		913	0,18	39 936	10,08
Disponibilités	308 309		308 309	61,06	246 781	62,27
Charges constatées d'avance	771		771	0,15		
<b>TOTAL (II)</b>	<b>478 638</b>		<b>478 638</b>	<b>94,80</b>	<b>362 560</b>	<b>91,49</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecarts de conversion actif (V)						
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>557 964</b>	<b>53 054</b>	<b>504 909</b>	<b>100,00</b>	<b>396 284</b>	<b>100,00</b>

PASSIF		Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
<b>FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES:</b>					
<b>FONDS PROPRES</b>					
Report à nouveau		226 743	44,91	229 426	57,89
Résultat de l'exercice		103 206	20,44	-2 683	-0,67
<b>AUTRES FONDS ASSOCIATIFS</b>					
-Fonds associatifs avec droit de reprise					
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs					
<b>TOTAL(I)</b>		<b>329 949</b>	65,35	<b>226 743</b>	57,22
<b>TOTAL (II)</b>					
<b>FONDS DEDIÉS</b>					
. Sur subventions de fonctionnement		93 000	18,42	86 000	21,70
<b>TOTAL(III)</b>		<b>93 000</b>	18,42	<b>86 000</b>	21,70
<b>DETTES</b>					
Fournisseurs et comptes rattachés		26 727	5,29	12 336	3,11
Autres		55 233	10,94	43 872	11,07
Produits constatés d'avance				27 333	6,90
<b>TOTAL(IV)</b>		<b>81 960</b>	16,23	<b>83 541</b>	21,08
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>504 909</b>	100,00	<b>396 284</b>	100,00
<b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>					
Legs nets à réaliser :					
- acceptés par les organes statutairement compétents					
- autorisés par l'organisme de tutelle					
Dons en nature restant à vendre					
<b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>					

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

Edité le 20/06/2025

COMPTE DE RÉSULTAT			Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%	
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION:</b>									
Prestations de services	286 092		286 092	100,00	168 553	100,00	117 539	69,73	
<b>Montants nets produits d'expl.</b>	<b>286 092</b>		<b>286 092</b>	100,00	<b>168 553</b>	100,00	<b>117 539</b>	69,73	
<b>AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION:</b>									
Subventions d'exploitation			368 052	128,65	357 098	211,86	10 954	3,07	
Cotisations			12 578	4,40	15 865	9,41	-3 287	-20,71	
(+)Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			86 000	30,06			86 000	N/S	
Autres produits			600	0,21	866	0,51	-266	-30,71	
Transfert de charges			2 774	0,97	1 280	0,76	1 494	116,72	
<b>Sous-total des autres produits d'exploitation</b>			<b>470 003</b>	164,28	<b>375 109</b>	222,55	<b>94 894</b>	25,30	
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>			<b>756 095</b>	264,28	<b>543 662</b>	322,55	<b>212 433</b>	39,07	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun									
<b>PRODUITS FINANCIERS:</b>									
Autres intérêts et produits assimilés			2 370	0,83	2 239	1,33	131	5,85	
<b>Total des produits financiers (III)</b>			<b>2 370</b>	0,83	<b>2 239</b>	1,33	<b>131</b>	5,85	
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS:</b>									
Sur opérations de gestion			177	0,06			177	N/S	
<b>Total des produits exceptionnels (IV)</b>			<b>177</b>	0,06			<b>177</b>	N/S	
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)</b>			<b>758 642</b>	265,17	<b>545 900</b>	323,87	<b>212 742</b>	38,97	
<b>SOLDE DEBITEUR = DEFICIT</b>					<b>-2 683</b>	-1,58	<b>2 683</b>	-100,00	
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>758 642</b>	265,17	<b>548 583</b>	325,47	<b>210 059</b>	38,29	
<b>CHARGES D'EXPLOITATION:</b>									
Autres achats non stockés			13 509	4,72	8 666	5,14	4 843	55,89	
Services extérieurs			136 179	47,60	90 820	53,88	45 359	49,94	
Autres services extérieurs			38 810	13,57	31 045	18,42	7 765	25,01	
Impôts, taxes et versements assimilés			4 462	1,56	3 170	1,88	1 292	40,76	
Salaires et traitements			271 023	94,73	247 826	147,03	23 197	9,36	
Charges sociales			90 600	31,67	69 037	40,96	21 563	31,23	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations									
.Sur immobilisations : dotation aux amortissements			7 453	2,61	8 664	5,14	-1 211	-13,97	
(-)Engagements à réaliser sur ressources affectées			93 000	32,51	86 000	51,02	7 000	8,14	
Autres charges			1	0,00	3 356	1,99	-3 355	-99,96	
<b>Total des charges d'exploitation (I)</b>			<b>655 036</b>	228,96	<b>548 583</b>	325,47	<b>106 453</b>		
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun									
<b>CHARGES FINANCIERES:</b>									
<b>Total des charges financières (III)</b>									
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES:</b>									
Sur opérations de gestion			400	0,14			400	N/S	
<b>Total des charges exceptionnelles (IV)</b>			<b>400</b>	0,14			<b>400</b>	N/S	



COMPTE DE RÉSULTAT ( suite )	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)	655 436	229,10	548 583	325,47	106 853	19,48
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT	103 206	36,07			103 206	N/S
TOTAL GENERAL	758 642	265,17	548 583	325,47	210 059	38,29

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
PRODUITS :						
Bénévolat						
Prestations en nature	541					
Dons en nature						
TOTAL	541					
CHARGES :						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens et services	541					
Prestations						
Personnel bénévole						
TOTAL	541					

## **Annexe association**

### **PREAMBULE**

Objet social de l'association

- le contrôle judiciaire à caractère socio éducatif prévu par l'article 137 du Code de Procédure Pénale,
- l'aide aux victimes d'infraction
- les enquêtes sociales prévues par les articles 41 alinéa 6 et 81 alinéa 7 du Code de Procédure Pénale, et les enquêtes de personnalité prévues par l'article 81 alinéa 6 du Code de Procédure Pénale,
- le médiation pénale article 41-1-5° du Code de Procédure Pénale,
- le classement sous condition article 41-1-2° du Code de Procédure Pénale,
- le sursis avec mise à l'épreuve prévu par l'article 471 du Code de Procédure Pénale,
- l'exécution des peines de sanction réparation prévue par l'article 121 alinéa 4 du Code de Procédure Pénale

D'une manière générale, l'Association mettra tous les moyens susceptibles de conduire à la réalisation des objectifs ci-dessus, y compris en élaborant ou en négociant les conventions s'inscrivant dans son objet.

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 504 899,30 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 103 206,01 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 29/04/2025 par les dirigeants.

## PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

### METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont expirées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

- **Fonds dédiés et reportés** : Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard. Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à 93 000 Euros.
- **Régime fiscal** : L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.
- **Contribution volontaire** : La valorisation n'a pas été réalisée.
- **Honoraires du commissaire aux comptes** : Le montant des honoraires versés au commissaire aux comptes s'élève à 4 200 Euros au titre de l'exercice 2024 et 7 440 Euros pour les exercices 2021, 2022 et 2023.

## PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

### **Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

### **Amortissement et dépréciation de l'actif :**

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

### **Créances :**

Les créances, dont les créances clients et usagers, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients et usagers font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

**Indemnités de fin de carrière :**

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite; le montant des engagements sont évalués et indiqués dans l'annexe.

**Droits individuels à la formation :**

La loi du 4 mai 2004 ouvre, sous certaines conditions, pour les salariés des entreprises françaises un droit à formation d'une durée de 20 heures minimum par an cumulable sur une période de 6 ans. Les engagements de l'entreprise en matière de droits individuels à la formation figurent en engagements hors bilan. Il est mentionné le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis au titre du DIF, ainsi que le volume d'heures de formation n'ayant pas donné lieu à demande.

**CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION**

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels ont été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

**Projet Mildeca**

Compte tenu de la nature du projet et des tiers financeurs, il a été décidé de passer en fonds dédiés, et non plus en produits constatés d'avance, sans application sur le bilan 31/12/2023, le projet n'ayant démarré qu'à la fin de cette même année.

La charge de fonds dédié, en position 31/12/2024, est donc de 86 000 €.

Il s'agit d'un changement de pratique comptable, n'ayant aucun impact sur l'excédent de l'Association à date.

## Annexe association (suite)

### NOTES SUR LE BILAN ACTIF

#### Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	77 925			77 925
Immobilisations financières	1 400			1 400
<b>TOTAL</b>	<b>79 325</b>			<b>79 325</b>

#### Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
<b>TOTAL I</b>				
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	21 019	5 207		26 226
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	24 583	2 246		26 829
Emballage récupérables et divers				
<b>TOTAL II</b>	<b>45 602</b>			<b>53 054</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	<b>45 602</b>			<b>53 054</b>

*Si l'association dispose pour l'exercice de son activité d'immobilisations sans en être propriétaire (prêt à usage, crédit-bail), une information les concernant est à donner si leur importance le justifie.*

*Fournir une explication en cas de reprise exceptionnelle d'amortissement. Les éléments significatifs ou importants peuvent être précisés.*

### *Eléments constitutifs du fonds commercial*

#### *Etat des créances et charges constatées d'avance*

<b>Créances</b>	<b>Montant brut</b>	<b>Echéances jusqu'à 1 an</b>	<b>Echéances à plus d'un an</b>
<b>Créances de l'actif immobilisé:</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	1 400		1 400
<b>Créances de l'actif circulant:</b>			
Créances usagers	167 397	167 397	
Autres créances	2 162	2 162	
<b>Charges constatées d'avance</b>			
<b>TOTAL</b>	<b>170 959</b>	<b>169 559</b>	<b>1 400</b>

#### *Etat des produits à recevoir*

<b>Produits à recevoir</b>	<b>Montant</b>
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	2 712
Subventions/financements	
Autres produits à recevoir	913
<b>TOTAL</b>	<b>3 625</b>

## Annexe association (suite)

### NOTES SUR LE BILAN PASSIF

#### *Fonds propres*

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau	229 426	-2 683			226 743
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	-2 683	2 683	103 206		103 206
Dont générosité du public					
<b>Situation nette</b>	<b>226 743</b>				<b>329 949</b>
<b>Situation nette dont générosité du public</b>					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
<b>TOTAL</b>	<b>226 743</b>				<b>329 949</b>
<b>TOTAL dont générosité du public</b>					



### Analyse des fonds dédiés

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après comportant les montants suivants :

- les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « fonds dédiés » ;
- les reports en fonds dédiés ;
- les fonds dédiés utilisés comprenant les remboursements aux tiers financeurs ;
- les transferts entre fonds dédiés ;
- les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été comptabilisée au cours des deux derniers exercices.

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursem ents	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation MILDECA 2023	86 000		86 000			0	
▪ Subventions d'exploitation MILDECA 2024	0	68 000				68 000	
Subvention hébergement 2024	0	25 000				25 000	
<b>TOTAL</b>	<b>86 000</b>	<b>93 000</b>	<b>86 000</b>			<b>93 000</b>	

Les lignes sont à ventiler par projet ou catégorie de projet.

*Etat des dettes et produits constatés d'avance*

<b>Etat des dettes</b>	<b>Montant total</b>	<b>De 0 à 1 an</b>	<b>De 1 à 5 ans</b>	<b>Plus de 5ans</b>
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	26 727	26 727		
Dettes fiscales et sociales	55 026	55 026		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	198	198		
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL</b>	<b>81 950</b>	<b>81 950</b>		

*Charges à payer par poste de bilan*

<b>Charges à payer</b>	<b>Montant</b>
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	26 727
Dettes fiscales et sociales	34 530
Autres dettes	
<b>TOTAL</b>	<b>61 257</b>

## **Annexe association (suite)**

### **NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**

#### ***Subventions de fonctionnement***

- Ministère de la Justice, hors bureau d'aide aux victimes : 109 858 -
- Ministère de la Justice BAV : 17 500 -
- Association de Réinsertion Sociale du Limousin CPCA : 28 722.76 -
- Préfecture de la Corrèze FIPDR, accompagnement des mineurs victimes de violences conjugales : 13 000 e
- Préfecture de la Corrèze-prise en charge de l'hébergement et de l'accompagnement des auteurs de violences conjugales CPCA : 25 000 -
- Département Corrèze : 3 000 -
- Ministère de la Justice-MIldeca : 215 000 -
- Région Nouvelle Aquitaine emploi associatif poste psychologue clinicien : 2 333-
- Subvention Royal Canin : 3 138 -
- Subvention CPAM-soutien psychologique aux victimes d'un acte de délinquance : 10 000 -
- Subventions communes :
  - Ussel : 500 -
  - Vezere Monédières : 1 000 -
  - Brive : mise à disposition de locaux : 541.25 -

*Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels*

	Net
<b>Produits exceptionnels</b>	
Sur opérations de gestion	177
Produits de cession des éléments d'actif	
Produits sur exercices antérieurs	
Reprises sur provisions et transferts de charges	
<b>Charges exceptionnelles</b>	
Sur opérations de gestion	400
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	
Dotations aux provisions	
Charges sur exercices antérieurs	
<b>Résultat exceptionnel</b>	- 223

## Annexe association (suite)

### AUTRES INFORMATIONS

#### *Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés*

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite (non couverts par une assurance).

Le montant des engagements s'élève à la clôture de l'exercice à 10 924 euros.

ils ont été évalués en fonction de la convention collective de l'Association catégories cadres et non cadres selon les paramètres suivants :

- départ à la retraite : 64 ans
- augmentation annuelle des salaires : 1 % constant
- taux de rotation : 0 %
- taux de charges patronales : 35 % non cadres, 50 % cadres.

#### *Effectif moyen*

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	2	
Non cadres	4	
<b>TOTAL</b>	<b>6</b>	<b>0</b>

#### *Honoraires du commissaire aux comptes*

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 4 200 E.